



UNION IMMOBILIERE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE
36 Rue Edouard Vaillant
37035 TOURS Cedex 9

MAINTENANCE DES 5 ASCENSEURS DE L'UIOSS D'INDRE ET LOIRE

MARCHÉ N° 06/2024

Code CPV : 50750000-7

**Pouvoir adjudicateur - Maître de l'Ouvrage :
UIOSS D'INDRE ET LOIRE
Champ - Girault
36 rue Edouard Vaillant
37035 Tours cedex 9**

**Autorité compétente du pouvoir adjudicateur – personne signataire du marché :
Monsieur Laurent COLIN
Directeur de l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale 37**

**Procédure adaptée - Article L2123-1 du Code de la Commande Publique
Ordonnance n° 2018-1074 du 26/11/2018**

Date limite de remise des offres : le lundi 9 décembre 2024 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1	GENERALITES.....	4
1.1.	OBJET DU MARCHE	4
1.2.	OBLIGATION DU TITULAIRE.....	4
1.3.	PARTIES CONTRACTANTES.....	4
1.4.	DUREE DU CONTRAT	4
1.5.	EQUIPEMENTS CONCERNES.....	5
1.6.	REGLEMENTATION DE REFERENCE.....	5
ARTICLE 2	MODALITES D'EXÉCUTION	6
ARTICLE 3	DEFINITION DES PRESTATIONS.....	6
3.1.	MAINTENANCE FORFAITAIRE.....	6
3.1.1.	<i>Maintenance préventive systématique</i>	<i>6</i>
3.1.2.	<i>Maintenance corrective forfaitaire</i>	<i>7</i>
3.1.3.	<i>Prestations non incluses dans la maintenance forfaitaire</i>	<i>9</i>
3.1.4.	<i>Prestations en option dans la maintenance forfaitaire</i>	<i>9</i>
3.1.5.	<i>Exploitation des systèmes de télésurveillance</i>	<i>9</i>
3.1.6.	<i>Installation des systèmes de télésurveillance sur les ascenseurs (à prix unitaire)</i>	<i>10</i>
3.2.	DELAIS	11
3.2.1.	<i>Délais d'intervention</i>	<i>11</i>
3.2.1.1.	<i>Délais d'intervention – Cas général.....</i>	<i>11</i>
3.2.1.2.	<i>Délais d'intervention – Usager Bloqué</i>	<i>11</i>
3.2.2.	<i>Délais de remise en service</i>	<i>11</i>
3.2.2.1.	<i>Délais de remise en service sans changement de pièces – Cas général</i>	<i>11</i>
3.2.2.2.	<i>Délais de réparation pour remplacement de pièces standard prévues au contrat minimal UIOSS de TOURS 12</i>	
3.2.2.3.	<i>Délais de réparation dans les autres cas</i>	<i>12</i>
3.2.3.	<i>Délais d'installation des systèmes de télésurveillance.....</i>	<i>12</i>
3.3.	COMPTE RENDUS.....	12
3.3.1.	<i>Comptes rendus suite à intervention.....</i>	<i>12</i>
3.3.2.	<i>Comptes rendus suite à panne provoquant une immobilisation de l'ascenseur supérieure à 6h00. 12</i>	
3.3.3.	<i>Comptes rendus suite à panne répétitive.....</i>	<i>13</i>
3.3.4.	<i>Comptes rendus annuels.....</i>	<i>13</i>
3.3.5.	<i>Comptes rendus sur demande de l' UIOSS de TOURS.....</i>	<i>13</i>
3.3.6.	<i>Information des usagers.....</i>	<i>13</i>
3.3.7.	<i>Compte rendu mensuel</i>	<i>14</i>
3.3.8.	<i>Commission de suivi semestrielle du marché</i>	<i>14</i>
ARTICLE 4	CONSIGNES PARTICULIERES	14
4.1.	PRISE EN CHARGE	14
4.2.	CONSIGNES DE FIN DE MARCHE.....	14
4.3.	DOCUMENTATION	14
4.4.	ACCES – CONSIGNES – PERSONNEL ET MOYENS DU TITULAIRE.....	15
4.5.	RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT	15
ARTICLE 5	MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	15
5.1.	PRIX FORFAITAIRE	15
5.2.	VARIATION DANS LES PRIX	16
5.3.	MODIFICATION DU PARC.....	17
ARTICLE 6	LES CONDITIONS FINANCIERES	17
6.1.	LES MODALITES DE PAIEMENT	17
6.2.	INTERETS MORATOIRES	18

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

ARTICLE 7	PENALITES	18
7.1.	MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES	18
	MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE	20
	DELAIS D'INTERVENTION	20
	DELAIS DE REMISE EN SERVICE : REMPLACEMENT DES PIECES STANDARD	20
	DELAIS DE REMISE EN SERVICE : REMPLACEMENT DES PIECES PREVUES AU TITRE UIOSS A CLAUSES	
	ÉTENDUES	20
	MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS D'INFORMATION	20
ARTICLE 8	MODALITES DE RESILIATION	20
ARTICLE 9	RESPONSABILITES ET ASSURANCES	21
9.1.	RESPONSABILITES	21
9.2.	ASSURANCE	21
ARTICLE 10	– CAS DE FORCE MAJEURE	21
ARTICLE 11	– ARRET DES PRESTATIONS – RESILIATION DU MARCHE	21
ARTICLE 12	– CONTESTATION – COMPETENCE DU TRIBUNAL	22

ARTICLE 1 GENERALITES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) ont pour objet la maintenance préventive et corrective des 5 ascenseurs situés dans l'immeuble au Champ-Girault, 36 rue Edouard-Vaillant à TOURS.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance :

- de la constitution des bâtiments
- de la consistance des équipements et installations dont il doit assurer la maintenance
- des conditions particulières d'intervention liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments.

1.2. OBLIGATION DU TITULAIRE

Les obligations du titulaire consistent en l'exécution des prestations contractuelles, conformément aux règles de l'art et avec toute la diligence à laquelle on peut normalement s'attendre de la part d'un professionnel, compte tenu de l'état d'avancement de la technique d'une part, de la nature, des capacités et de l'usure des installations sous contrat d'autre part.

La suspension même momentanée du contrat rend caduc l'engagement du titulaire sur le maintien des performances d'origine de l'installation. Le maître d'ouvrage n'est responsable que des conséquences pouvant résulter de la cessation ou de la suspension du marché.

1.3. PARTIES CONTRACTANTES

d'une part :

l'UNION IMMOBILIERE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE
Champ Girault - rue Edouard-Vaillant - 37035 TOURS CEDEX 9

désignée dans le C.C.P. par le maître de l'ouvrage représenté par le Directeur de l'UIOSS

d'autre part :

l'entreprise titulaire du marché désignée dans le présent C.C.P. par l'entrepreneur.

La personne responsable du marché est :

Monsieur le Directeur de l'UNION IMMOBILIERE DES ORGANISMES
DE SECURITE SOCIALE - Champ Girault - rue E. Vaillant -
37035 TOURS CEDEX

Le comptable assignataire est :

Madame la Directrice Comptable et Financière de l'UNION IMMOBILIERE DES
ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE - Champ Girault - rue E. Vaillant
- 37035 TOURS CEDEX

1.4. DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour une période de 1 an à partir du 1^{er} janvier 2025.

Il se renouvellera par tacite reconduction pour des périodes équivalentes, sachant que la durée totale du contrat ne pourra pas excéder 4 ans.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Le contrat pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, transmise trois mois avant l'expiration de la période contractuelle.

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit, à tout moment, de dénoncer le marché, avec un préavis de 3 mois après mise en demeure constatant :

- que le titulaire a commis une faute grave, de nature ou de manière à fausser ou paralyser le fonctionnement des organes de sécurité de l'appareil : parachute, seuils de sécurité, système de détection des portes, serrures de portes, bouton d'arrêt des appareils et système d'antipatinage dans le cas d'absence de fin de course de sécurité,
- l'intervention d'un tiers, non justifiée par la carence du titulaire.

1.5. EQUIPEMENTS CONCERNES

Marque et année de mise en service	Type	Charge maxi	Nombre de personnes maxi	Vitesse	Nombre de niveaux	Montant annuel HT
BASE						
OTIS Erreur ! Signet non défini. 1976	ELEVONIC Quadruplex	1125 kg	15	3 m/s	11	Machinerie 10 ^{ème} étage
OTIS 1976	ELEVONIC Quadruplex	1125 kg	15	3 m/s	11	Machinerie 10 ^{ème} étage
OTIS 1976	ELEVONIC Quadruplex	1125 kg	15	3 m/s	11	Machinerie 10 ^{ème} étage
OTIS 1976	ELEVONIC Quadruplex	1125 kg	15	3 m/s	11	Machinerie 10 ^{ème} étage
OTIS 2009	ELEC GEN2 Hydrolique	450 kg	6	1 m/s	2	Sans machinerie

NB : Les ascenseurs OTIS installés en 1976 ont été mis en conformité avec la loi De ROBIEN en 2006. Celui installé en 2009 est conforme à cette même loi.

1.6. REGLEMENTATION DE REFERENCE

Le présent cahier des clauses particulières est établi sur la base des textes réglementaires en vigueur.

- Circulaire DRT n° 96-3 du 25 mars 1996 relative à la mise en oeuvre du décret n° 95-826 du 30/06/1995 fixant les prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage de véhicules et modifiant le décret du 10 juillet 1913 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail
- Décret n° 2008 - 1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- Les articles GE6 à GE10 de l'arrêté du 25/06/80 modifié

- L'article AS9 (vérification quinquennale par un organisme agréé) de l'arrêté du 26/06/2006 et l'article AS11
- La loi SAE
- Le décret 2004-964 du 09/09/2004
- L'arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charges ainsi que sur les élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure et modifiant l'arrêté du 1er mars 2004 modifié relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage.

ARTICLE 2 MODALITES D'EXÉCUTION

Le titulaire prend acte que les appareils sont installés dans un établissement recevant du public et qu'à ce titre, il prendra, dans le cadre de sa mission, toutes les dispositions nécessaires au respect des règles établies par la Commission de sécurité départementale et le GE8 de la réglementation ERP.

Le personnel intervenant sera parfaitement informé par le titulaire des règles de sécurité propre à l'établissement et un exemplaire du Règlement intérieur de Sécurité incendie du bâtiment est à la disposition du titulaire.

Dans le mois qui suivra le début de la prestation, le titulaire fournira au responsable du marché un plan de prévention pour toutes les interventions entrant dans le cadre de sa prestation.

ARTICLE 3 DEFINITION DES PRESTATIONS

3.1. Maintenance forfaitaire

La maintenance forfaitaire inclut la maintenance préventive systématique, la maintenance corrective forfaitaire ainsi que les contrôles réglementaires.

Pour chacune de ces opérations, le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour interdire l'accès à l'appareil durant son intervention.

Des prestations de services complémentaires aux exigences minimales de la réglementation sont demandées au titre du contrat afin de prendre en compte les exigences techniques particulières de fonctionnement des ascenseurs de l'UIOSS de Tours.

3.1.1. Maintenance préventive systématique

La maintenance préventive sera effectuée pendant les jours ouvrés et aux heures ouvrées du titulaire du marché.

Les prestations de maintenance préventive sont à minima celles définies par l'arrêté du 18 Novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs pour les contrats à clauses étendues.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

La périodicité des visites à réaliser est listée ci-après. Si l'une des vérifications périodiques révèle une anomalie ou un défaut, la phase de maintenance appropriée doit être entreprise dans les plus brefs délais et consignée sur le carnet d'entretien.

Vérifications toutes les 6 semaines :

L'écart entre deux visites successives ne pourra être supérieur à 42 jours, sachant qu'une intervention de dépannage seule ne pourra en aucun cas tenir lieu de visite périodique.

Vérifications Semestrielles :

Au moins une visite de vérification semestrielle sera réalisée pour chaque semestre de l'année civile. L'écart entre deux visites successives ne pourra être supérieur à 7 mois.

Vérifications Annuelles :

Cette prestation s'effectuera sur la base de l'arrêté du 29 décembre 2010.

Visite quinquennale :

Une visite quinquennale sera réalisée par un organisme agréé (y compris après une transformation aux frais du maître d'ouvrage) mais accompagné par le prestataire, selon les modalités de la loi SAE.

3.1.2. Maintenance corrective forfaitaire

Les prestations de maintenance suivantes seront intégrées au présent marché. La réparation ou le remplacement à l'identique des pièces suivantes sera réalisé sous un délai maximum de 48 heures :

	PIECES STANDARD
EN CABINE	<ul style="list-style-type: none">○ Boutons de commande, signalisations lumineuses et sonores○ Paumelles de porte○ Contacts de porte○ Coulisseaux de cabine, y compris garnitures○ Galets de suspension○ Ampoules éclairage cabine, ainsi que l'éclairage secours (batterie, piles et accumulateurs)○ Interface usager d'appel de secours (boutons, signalisations, haut parleur)○ Dispositif mécanique de réouverture de porte
AUX PALIERS	<ul style="list-style-type: none">○ Boutons d'appel○ Contacts de porte○ Fermes portes automatiques de porte battante○ Serrures○ Paumelles de porte○ Galets de suspension○ Contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières○ Patins de guidage des portes

<p>EN MACHINERIE ET EN GAINÉ</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ Balais du moteur ○ Fusibles ○ Coulisseaux du contrepoids ○ Ampoules éclairage gainé et machinerie, ainsi que l'éclairage secours (batterie, piles et accumulateurs)
---	--

Les pièces énumérées ci avant sont, pour la suite du CCP, désignées sous l'appellation «pièces standard».

Les prestations suivantes seront également intégrées au présent marché (clauses étendues) :

- Réparation ou remplacement à l'identique ou similaire de l'ensemble des pièces constitutives des installations pendant les 25 premières années suivant leur mise à disposition ou leur remplacement sauf exclusions prévues au paragraphe 3.1.3.
- Réparation ou remplacement à l'identique ou similaire de l'ensemble des pièces de type mécanique constitutives des installations pendant les 30 premières années suivant leur mise à disposition ou leur remplacement sauf exclusions prévues au paragraphe 3.1.3.
- Réparation ou remplacement à l'identique ou similaire de l'ensemble des pièces constituant le groupe de traction pendant les 30 premières années suivant leur installation ou leur remplacement.
- Entretien et remplacement à l'identique des dispositifs constituant les tableaux d'arrivée de courant – circuit force et lumière – (Remplacement à l'identique uniquement pour les tableaux d'arrivée de courant conformes au DTU 70.1)
- Réglage des réserves et raccourcissement des câbles ou chaînes de compensation, de limiteur de vitesse, de suspension et de sélecteur d'étage.
- Remplacement des câbles de traction
- L'ensemble des mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repéré le contrôle technique.
- Remplacement par des modèles de type anti-vandales des boîtes rouges d'accès machinerie en cas de détérioration (actes de vandalisme à mains nues inclus)
- Remplacement à l'identique des plaques d'instructions d'accès en machinerie en cas d'absence ou de détérioration (actes de vandalisme à mains nues inclus)
- Entretien fonctionnel des portes et trappes d'accès en gainé ou machinerie
- Entretien et remplacement à l'identique des éléments constituant les systèmes de protection de fermeture de portes (cellules photo électriques, contact de choc et rideaux de détection de personnes) quelle que soit la cause.
- Entretien, dépannage et remplacement des systèmes et filtres d'antiparasitage quelle qu'en soit la cause.
- Entretien et remplacement à l'identique des dispositifs d'alarme, batteries comprises. Les canalisations ne sont pas concernées lorsqu'elles sont inaccessibles.
- Maintenance complète avec remplacement à l'identique quelle que soit la cause (surtension, foudre mais hors vandalisme) si nécessaire des systèmes d'interphonie ou de téléalarme en cabine suivant le système existant.
- Réalignement des guides cabine et contrepoids hormis ceux consécutifs à une déformation du bâtiment dûment constatée par le représentant de l'UIOSS de TOURS.

- Tout remplacement ou ajout prescrit par un bureau de contrôle agréé ne relevant pas d'un changement de norme durant la période du marché.

3.1.3. Prestations non incluses dans la maintenance forfaitaire

Les prestations ci-après, ne sont pas incluses au contrat :

- Le remplacement des pièces dégradées par vandalisme (hormis les pièces mentionnées ci avant à l'article 3.1.2), par corrosion en ambiance spécifique ou par accident indépendant de l'action de l'entreprise d'entretien. Dans le présent contrat, le terme de vandalisme est défini comme acte de destruction volontaire réalisé avec tout type d'objet. En conséquence un acte de malveillance réalisé à main nue n'est pas considéré comme acte de vandalisme et la réparation de ses conséquences doit être intégrée au présent contrat.
- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'ascenseur.
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables si ces derniers évoluent pendant la durée du présent marché.

3.1.4. Prestations en option dans la maintenance forfaitaire

Les prestations ci-après, sont éligibles en option :

- Le remplacement quelle que soit la cause des pièces suivantes :
 - ◊ Habillage cabine : sol, parois, miroir, main courante, faux plafond
 - ◊ Pièces constituant la structure de la cabine : arcade, plancher
 - ◊ Vantaux de portes cabine et palières (Esthétique)
 - ◊ Liaisons machinerie vers poste gardien ou sécurité

3.1.5. Exploitation des systèmes de télésurveillance

Chacune des installations d'appareils ascenseurs sera équipée dans les 3 premiers mois suivant le départ du marché d'un système de télésurveillance (article 3.1.6).

Le titulaire devra :

- Assurer la réception des appels via son central de réception, 24h/24 et 365 jours par an.
- Prévenir dès réception de l'appel ses équipes d'intervention qui devront intervenir dans le délai contractuel défini à l'article 3.2.1.
- Assurer en permanence une liaison bidirectionnelle entre l'utilisateur en cabine et une personne physique.
- Assurer des tests quotidiens de bon fonctionnement du système de télésurveillance.
- Assurer la maintenance préventive et corrective des équipements de télésurveillance quelle que soit la cause de la panne (hors vandalisme tel que défini à l'article 3.1.2) et notamment en cas de foudre ou surtension.
- Fournir dans un délai de 12h sur demande du maître d'Ouvrage, un état des opérations de désincarcérations faisant expressément apparaître notamment :
 - ◊ La date et l'heure de réception de l'appel de l'utilisateur bloqué en cabine
 - ◊ La localisation de l'appareil via son adresse exacte et son n° d'installation
 - ◊ La date et l'heure de désincarcération de l'utilisateur cabine
 - ◊ La date et l'heure de remise en service de l'installation
 - ◊ Les informations de tout défaut de fonctionnement de l'ascenseur

- Fournir via internet un état accessible à chaque instant de l'ensemble des informations concernant l'exploitation de l'installation :
 - La date et l'heure de l'arrêt de l'ascenseur
 - La date et l'heure de remise en service de l'installation
 - La cause de la panne et le nom de l'organe défaillant le cas échéant

Le maître d'ouvrage mettra à disposition du titulaire du marché les lignes téléphoniques raccordé au réseau ORANGE et prendra en charge le cout de l'abonnement. Toutes les communications entre les sites et le centre de réception du titulaire se feront via un numéro vert et ne seront par conséquent pas à la charge du maître d'ouvrage.

Un planning sera établi par le maître d'ouvrage entre l'entreprise sortante et le nouveau prestataire pour effectuer le remplacement de l'installation de télésurveillance. Les installations qui ne seraient pas déposées aux dates convenues par le maître d'ouvrage le seraient par le nouveau prestataire aux frais de l'entreprise sortante.

A la fin du marché et afin d'assurer la continuité du fonctionnement des systèmes de télésurveillance, l'entreprise sortante s'engage à assurer pendant six mois supplémentaires la prestation d'exploitation décrite ci-après :

- Assurer la réception des appels via son central de réception, 24h/24.
- Prévenir dès réception de l'appel le nouveau prestataire de maintenance

Un planning sera établi par le maître d'ouvrage entre l'entreprise sortante et le nouveau prestataire pour effectuer le remplacement de l'installation de télésurveillance. Les installations qui ne seraient pas déposées aux dates convenues par le maître d'ouvrage le seraient par le nouveau prestataire aux frais de l'entreprise sortante.

3.1.6. Installation des systèmes de télésurveillance sur les ascenseurs (à prix unitaire)

Le titulaire du marché devra l'ensemble des fournitures et des travaux nécessaires au bon fonctionnement de la télésurveillance.

Ce système permettra en cas d'usager bloqué, une communication bidirectionnelle entre la cabine et le central d'appel du prestataire de maintenance 24h/24 et 7 jours/7. Ce dispositif devra être de type platine « mains libres » encastrée sans partie saillante dans la boîte à boutons de la cabine.

Il sera totalement télé alimenté et équipé d'un système de reconnaissance du lieu d'appel. L'ensemble de ce dispositif sera protégé contre le vandalisme. La vérification de fonctionnement devra pouvoir être réalisée à distance par un test automatique avec une périodicité quotidienne.

Ce système devra également être équipé d'une phonie avec poussoir d'appel sur le toit de cabine et sous cabine, afin de traiter le risque d'enfermement en gaine de tout intervenant.

Le système installé devra également disposer des caractéristiques suivantes :

- Conception anti-vandale
- Un bouton indépendant actionnant la sonnerie d'alarme autonome de 102 dB
- Une protection contre la foudre et la surtension
- Un plastron en inox comportant la liste des mesures à observer pour un usager bloqué

Le système de télésurveillance pourra en temps direct prévenir d'un défaut de la chaîne de sécurité de l'ascenseur. Il préviendra notamment d'un défaut d'ouverture de la porte palière sur le vide. Il enverra une alarme technique vers le central de réception du titulaire en cas de panne ou d'anomalie de fonctionnement sur l'appareil. Les entreprises soumissionnaires sont invitées à décrire avec précision le système qu'ils envisagent d'installer (Nombre et type de points de contrôle installés sur l'ascenseur).

3.2. DELAIS

3.2.1. Délais d'intervention

Le marché comprend l'ensemble des interventions de dépannages sur site 365 jours par an. La durée des interventions devra être aussi réduite que possible et les interventions seront effectuées de manière à ne causer qu'un minimum de gêne pour les résidents.

Les interventions de dépannage seront déclenchées 7 jours sur 7 sur simple appel téléphonique au numéro de téléphone du prestataire affecté à la prise en compte des demandes de dépannage.

En cas de présence d'un système de télésurveillance sur l'installation, la prise en compte des temps d'intervention et de remise en service commencera dès l'immobilisation de l'appareil.

3.2.1.1. Délais d'intervention – Cas général

Le dépannage est effectué pour tout appel de 7h à 18h.

Le dépannage est effectué le jour même pour tout appel parvenu avant 18 heures au central de réception du prestataire.

Le délai d'intervention sur site est de 2 heures maximum. Les interventions pour dépannage peuvent donc intervenir entre 7h00 et 20h30. En cas de pannes après 18h00, l'intervention devra avoir lieu le lendemain matin entre 7h et 9h.

En cas de dysfonctionnement majeur affectant la sécurité des personnes (ouvertures portes palières, prise sur parachute...), le titulaire interviendra au plus vite et en tout état de cause sous un délai maximum de 45 minutes et ce 24h/24.

3.2.1.2. Délais d'intervention – Usager Bloqué

Le prestataire prendra toutes dispositions pour désincarcérer les personnes bloquées en cabine en moins de 45 minutes et ce 24h/24 et 365 jours par an. En cas d'intervention plus diligente des pompiers, le prestataire du contrat prendra à sa charge les éventuelles dégradations causées par ces derniers si son délai d'intervention est supérieur aux 45 minutes contractuelles. Le coût des réparations ne pourra être assimilable à une pénalité.

En cas d'intervention en dehors des heures d'ouverture du bâtiment, entre 20h30 et 7h00, les week-ends et jours fériés, le titulaire devra prévenir la centrale de télésurveillance afin qu'elle délègue un intervenant sur le site pour ouvrir le bâtiment à l'équipe de maintenance du titulaire.

Le numéro de téléphone de la centrale de télésurveillance sera communiqué au moment de la prise d'effet du marché.

3.2.2. Délais de remise en service

3.2.2.1. Délais de remise en service sans changement de pièces – Cas général

Le délai maximal de remise en service sera de 24 heures à compter de l'appel. Dans le cas où ce délai de remise en service ne pourrait être respecté, le prestataire doit en informer par email l'UIOSS de TOURS en précisant les raisons du dépassement, ainsi que les dates et heures prévisionnelles de remise en service.

Ces informations sont également affichées sur la porte palière du rez-de-chaussée de l'ascenseur immobilisé.

3.2.2.2. Délais de réparation pour remplacement de pièces standard prévues au contrat minimal UIOSS de TOURS

La réparation ou le remplacement à l'identique des pièces standard sera réalisé sous un délai maximum de 48 heures à compter de l'appel. Pour tenir ce délai, le prestataire devra constituer dès le début du marché un stock de pièces standard sur site. Le stock reste la propriété du prestataire.

3.2.2.3. Délais de réparation dans les autres cas

Dans tous les autres cas que ceux prévus aux précédents articles, le prestataire de maintenance disposera d'un délai de 72h00 à compter de l'appel signalisant l'immobilisation de l'appareil pour faire parvenir un devis détaillé au client. Ce devis mentionnera le prix de vente du matériel (cout d'achat multiplié par coefficient sur déboursé), le prix de vente de la main d'œuvre (nombre d'heure multiplié par cout horaire), son délai d'approvisionnement. Le prestataire livrera précisément et par écrit la contrainte de délai de commande et de livraison qui justifie l'immobilisation de l'installation. Le client se réserve le droit de demander une diminution de ce délai d'immobilisation en cas de justification non fondée

3.2.3. Délais d'installation des systèmes de télésurveillance

Le délai pour équiper l'ensemble des installations conformément aux prescriptions de l'article 3.1.6 est de 3 mois à compter de la date du départ du marché.

3.3. COMPTE RENDUS

3.3.1. Comptes rendus suite à intervention

Toutes les interventions donneront lieu à la rédaction d'un compte rendu qui attestera que les opérations prévues dans le présent marché ont bien été effectuées.

Le carnet d'entretien sera de type électronique et consultable sous internet. Il mentionnera les points suivants :

- la date de l'intervention
- les heures de début et de fin d'intervention
- le type d'intervention : maintenance préventive ou dépannage
- en cas de dépannage : la cause de la panne, la consistance de la réparation et le type de pièces remplacées
- en cas de maintenance préventive : les opérations de vérifications et les opérations de maintenance préventive réalisées
- nom, fonction, qualification et identification de l'intervenant

Les opérations seront visibles sur internet dans les 24 h suivant leur exécution et 12h si intervention suite à personnes bloquées.

Un rapport devra être adressé en parallèle à : atelieruioss37@assurance-maladie.fr

3.3.2. Comptes rendus suite à panne provoquant une immobilisation de l'ascenseur supérieure à 6h00.

Pour chaque panne immobilisant l'ascenseur pendant un délai supérieur à 6h00, le prestataire informera par e-mail le responsable UIOSS de TOURS concerné en précisant les raisons du dépassement, ainsi que les dates et heures prévisionnelles de remise en service.

Un rapport devra être adressé en parallèle à : atelieruioss37@assurance-maladie.fr

3.3.3. Comptes rendus suite à panne répétitive

Dans le cas où trois pannes seraient constatées dans un délai de 7 jours calendaires sur un même ascenseur, le titulaire du présent marché établira de manière systématique un compte rendu spécifique explicitant clairement la ou les causes de ces pannes et proposera un plan d'action afin de solutionner définitivement le problème. Ce compte rendu devra être adressé au responsable de l'UIOSS de TOURS concerné par e-mail dans les 48h suivant la troisième panne de manière systématique.

Un rapport devra être adressé en parallèle à : atelieruioss37@assurance-maladie.fr

3.3.4. Comptes rendus annuels

Le prestataire de maintenance dresse, en deux exemplaires, un compte rendu annuel d'activité. Lors de la première année d'exploitation, ce rapport est remis dans les 30 jours suivant la fin du 6^{ème} mois. Il est ensuite remis tous les ans à la même période que le premier rapport.

Le rapport annuel est remis au responsable de l'UIOSS de TOURS pour enrichissement du registre de sécurité.

Le rapport fait apparaître :

- la liste des opérations de désincarcération
- le taux de panne annuel par ascenseur
- les dates des visites de maintenance préventive par appareil
- les heures et dates de l'ensemble des appels au central de surveillance du titulaire.
- les actions de maintenance préventive et corrective effectuées par appareil
- les heures et dates des dépannages

Un rapport devra être adressé en parallèle à : atelieruioss37@assurance-maladie.fr

Les taux de pannes annuels seront des critères importants permettant de constater l'évolution de la qualité de maintenance.

3.3.5. Comptes rendus sur demande de l' UIOSS de TOURS

Le titulaire du marché dresse, sur simple demande de l'UIOSS de TOURS et dans 10 jours suivant sa requête, un compte rendu faisant apparaître les taux de disponibilité générale, les taux de pannes, les appels pour dépannage, les actions de maintenance préventive et corrective ainsi que leur date et durée.

Un rapport devra être adressé en parallèle à : atelieruioss37@assurance-maladie.fr

3.3.6. Information des usagers

Toute immobilisation des appareils supérieure à 6h00 devra être signalée par l'entreprise à l'attention des usagers par apposition d'une affiche sur la porte palière du rez-de-chaussée, portant impérativement mention de la date prévisionnelle de remise en service.

3.3.7. Compte rendu mensuel

Le prestataire de maintenance renvoie par e-mail (atelieruioss37@assurance-maladie.fr), chaque mois avant le 10, le fichier recensant l'ensemble des pannes sur chaque appareil : Nombre de pannes par mois dues à des actes malveillants, nombre de pannes techniques par mois, nombre d'interventions sans objet.

Le fichier à compléter sera envoyé au titulaire du marché sous format Excel à la notification.

A cette occasion, le titulaire devra également adresser la liste des opérations non comprises au présent marché afin que les installations fonctionnent dans des conditions optimum de sécurité et de fiabilité.

3.3.8. Commission de suivi semestrielle du marché

Tous les 6 mois, le prestataire de maintenance assiste à une réunion à l'UIOSS de TOURS. Au cours de cette réunion, les installations ayant le plus fort taux de panne sur les 3 mois précédents font l'objet d'une attention particulière afin de permettre une amélioration notable de la disponibilité.

ARTICLE 4 CONSIGNES PARTICULIERES

4.1. Prise en charge

Le prestataire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il prend en charge la maintenance. Le prestataire déclare également disposer de l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer la maintenance des équipements (outils spécifiques de programmation, organe de manutention, organe de mise en sécurité...).

Un état des lieux de prise de fonction devra avoir lieu et être fourni dans un délai d'un mois à compter de la prise d'effet du marché.

4.2. Consignes de fin de marché

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements (y compris les divers outils de paramétrages et d'aide à la maintenance de l'armoire de manœuvre) en état normal d'entretien et de fonctionnement. Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné et de tout expert désigné par l'UIOSS de TOURS.

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent cahier des charges, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du titulaire. Le titulaire accepte, pendant les trois derniers mois de son marché la présence éventuelle du nouveau titulaire sans rémunération complémentaire.

De manière à assurer la continuité du service de télésurveillance ou de téléalarme sur les appareils qui en seraient équipés à la fin du présent marché, le prestataire sortant s'engage à transmettre sans délais au prestataire entrant les appels qu'ils pourraient recevoir et ce pendant une durée de 6 mois.

4.3. Documentation

Le titulaire s'engage à restituer en fin de marché toute la documentation nécessaire à la maintenance complète des installations. Tous frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation est à la charge du titulaire.

Après toute modification des installations effectuée dans le cadre du présent marché, le titulaire du marché doit mettre à jour les plans et schémas des installations et les laisser à demeure en machinerie.

4.4. Accès – Consignes – Personnel et moyens du titulaire

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites de la société l'UIOSS de TOURS sera qualifié selon les exigences du décret 95.826.

Le personnel de l'entreprise doit disposer de vêtements professionnels adaptés aux conditions d'intervention sur site. Le non respect de ces consignes conduirait à l'exclusion de l'intervenant.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui sera l'interlocuteur habituel de l'UIOSS de TOURS. Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par le code du travail. Le personnel d'intervention du titulaire doit prendre connaissance des risques mis en évidence par l'étude sécurité spécifique à chaque ascenseur.

l'UIOSS de TOURS se réserve le droit, à tout moment et sans avoir à se justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire et même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Le titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaire à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- l'outillage
- les équipements de manutention
- les échelles, échafaudages, plates-formes et platelages
- Les protections
- Les meubles vestiaires
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis.

4.5. Respect de l'environnement

Le titulaire du présent contrat a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits par les appareils élévateurs.

Ceci concerne les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les huiles, les batteries et toutes les eaux insalubres.

Toutes les huiles usagées sont évacuées immédiatement par le titulaire du présent contrat, il n'y aura donc pas de stockage sur site.

Le titulaire s'engage à fournir, à chaque élimination, les bordereaux de traitement réglementaire dans un délai de quatre semaines.

ARTICLE 5 MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

5.1. Prix forfaitaire

Pour chaque exercice annuel, les prestations, objet du présent marché, sont réglées à prix global et forfaitaire.

Ce prix comprend les frais correspondant à l'obligation faite au TITULAIRE de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des

opérations d'exploitation et de maintenance des installations techniques, à savoir notamment :

Le forfait comprend :

- les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des opérations de maintenance
- les désincarcérations de passagers effectuées de jour ou de nuit, durant les jours ouvrables ou non,
- les interventions de dépannage effectuées pendant les jours et heures indiquées dans le CCP ainsi que celles, quel que soit l'horaire qui résultent d'un manque de rigueur ou de suivi de la maintenance corrective ou préventive ou défaillance due à une faute du titulaire.
- la mise en conformité des installations en ce qui concerne les réserves émises affectant les prestations dues normalement par le titulaire,
- l'outillage individuel, les matières consommables, les machines, engins, véhicules nécessaires à ces prestations,
- l'abonnement correspondant à la télésurveillance pour les appareils qui en sont équipés,
- la formation à la désincarcération des techniciens du maître d'ouvrage,
- l'étude de sécurité de chaque appareil si celle-ci n'est pas facturée séparément.

Le forfait exclut :

- les interventions consécutives à un acte de malveillance, à une utilisation anormale du matériel ou des équipements, à une catastrophe naturelle, ainsi qu'à tout ce qui ne correspond pas à l'usure normale de l'appareil,
- les frais d'experts ou d'organismes agréés
- l'abonnement au réseau téléphonique
- les frais d'assistance aux experts ou aux organismes agréés
- les frais d'alimentation, de distribution électrique et téléphonique de l'installation.

5.2. Variation dans les prix

a) Le marché est traité à prix ferme, valeur connue au mois m janvier 2025.

b) Ajustement du prix

Chaque année, à la date anniversaire du contrat, le prix de la prestation sera révisé, par application de la formule ci-dessous, ou dans le respect des hausses autorisées par les pouvoirs publics.

$$P = P_0 [0,15 + 0,70 \times (ICHT-IME/ICHT-IME_0) + 0,15 (FSD2/FSD2_0)]$$

Les paramètres sont ceux indiqués par le « bulletin mensuel de statistiques » publié par l'INSEE :

P = Prix révisé de l'année n

P₀ = Prix de l'année n-1

FSD2 = Frais et Service divers de l'indice des produits et services divers « catégorie B » paru au Moniteur conformément aux préconisations figurant dans le communiqué de la DG CCRF pour la valeur connue au mois m de l'année n.

FSD2₀ = Frais et Service divers de l'indice des produits et services divers « catégorie B » paru au Moniteur conformément aux préconisations figurant dans le communiqué de la DG CCRF pour la valeur connue au mois m de l'année n-1.

ICHT-IME = Valeur réelle de l'indice des salaires des industries mécaniques et électriques paru au BOCC pour la valeur connue au mois m de l'année n.

ICHT-IMEo = Valeur réelle de l'indice des salaires des industries mécaniques et électriques paru au BOCC pour la valeur connue au mois m de l'année n-1.

L'application de cette formule sera faite une fois par an au mois de JANVIER de chaque année, à l'aide des derniers indices connus. Le titulaire, avant application de la révision, proposera au responsable du marché, pour acceptation, le calcul de la révision de prix à l'aide de la formule ci-dessus.

5.3. Modification du parc

Lorsque les matériels ou équipements sont pris en charge ou abandonnés en cours d'année, le ou les prix forfaitaires correspondants pour cette année sont calculés au prorata temporis du nombre de jours à couvrir jusqu'à la fin de l'année en cours. Si le matériel ne figure pas dans l'état des prix forfaitaires, il sera nécessaire de conclure un avenant qui indiquera le nouveau prix forfaitaire.

ARTICLE 6 LES CONDITIONS FINANCIERES

6.1. Les modalités de paiement

Règlement

Les prestations sont réglées trimestriellement à terme échu. Sont déduites du montant, le cas échéant, les pénalités prévues au présent CCP.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité de l'Organisme, par virement bancaire.

Le délai global pour procéder au paiement des factures est fixé à 30 jours à dater du jour de réception de la demande de paiement par les services de la personne responsable du marché.

Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fera courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Facturation

Toutes les pièces afférentes au paiement sont établies en un original portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de la commande
- Nom et adresse du créancier
- Intitulé et numéro du compte bancaire ou postal à créditer
- Date et numéro du marché et de chaque avenant éventuel
- Prestation exécutée ou livrée (se conformer au découpage de l'acte d'engagement)
- Le montant hors TVA de la prestation exécutée, éventuellement ajustée ou remise à jour,
- Le prix des prestations accessoires
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total toutes taxes comprises
- La date

Le règlement des prestations sera effectué trimestriellement à terme échu.

Dans le cadre de la dématérialisation, les factures peuvent être adressées par voie électronique à l'adresse suivante : uioss37@assurance-maladie.fr ou via la plateforme Chorus PRO.

6.2. Intérêts moratoires

Le paiement ou mandatement de la somme arrêlée interviendra 30 jours au plus tard après la remise de la facture par le titulaire.

Le défaut de paiement dans ce délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ainsi que le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros à son profit. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêts de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

ARTICLE 7 PENALITES

Montant maximal des pénalités (% contrat annuel) : 15%

7.1. Modalités d'application des pénalités

Les pénalités énumérées ci-dessous seront appliquées au vu des indicateurs suivants :

- Carnet d'entretien de l'installation
- Expertises techniques ordonnées par le Maître d'ouvrage (réalisée par un organisme accrédité au contrôle technique)
- Compte-rendu annuel du prestataire de maintenance
- Ou tout autre moyen de contrôle que le client pourra utiliser pour apporter la preuve d'une défaillance sérieuse du prestataire

Le montant des pénalités est donné hors taxes. Les pénalités sont applicables sur la situation du trimestre en cours. Il ne peut pas être appliqué de pénalité pour des faits dont l'origine est supérieure à 12 mois. Le montant annuel des pénalités ne pourra être supérieur au montant du contrat annuel H.T de l'appareil concerné pondéré par le pourcentage indiqué en page de garde du contrat. Toute unité de temps (heure, jour, tranche horaire) débutée est prise en compte dans le calcul des pénalités. Les pénalités peuvent se cumuler entre elles pour un même manquement contractuel.

Ces dispositions ne préjugent aucunement d'éventuelles décisions de justice.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Montant

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Maintenance préventive systématique	Lorsque la date d'exécution d'une intervention de maintenance préventive systématique, telle que définie à l'article 3.1.1 du C.C.P, sera dépassée de plus de 5 jours par rapport aux conditions contractuelles par le fait du prestataire, celui-ci encourra, par jour calendaire de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité équivalente à la pénalité unitaire indiquée suivante.	150 euros HT
Délais d'intervention	Lorsque le délai contractuel d'intervention sera dépassé par le fait du prestataire, celui-ci encourra, par heure de retard débutée, et sans mise en demeure préalable, une pénalité équivalente à la pénalité unitaire indiquée ci-dessus. En ce qui concerne le délai d'intervention pour désincarcérer un usagé, cette pénalité sera doublée.	100 euros HT
Délais de remise en service : remplacement des pièces standard	Lorsque le délai de remplacement des pièces standard sera dépassé par le fait du prestataire, sauf circonstance exceptionnelle et délai précisément justifié par écrit, celui-ci encourra, par heures de retard, et sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante.	150 euros HT
Délais de remise en service : remplacement des pièces prévues au titre UIOSS à clauses Étendues	Lorsque le délai de remplacement des pièces prévues au titre du contrat U.I.O.S.S à clauses étendues sera dépassé par le fait du prestataire, celui-ci, encourra, par tranche de 24 heures de retard, et sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante. Cet article s'applique uniquement pour les contrats de type étendu (article 3.1.2 du C.C.P)	200 euros HT
Manquement aux obligations d'information	La pénalité suivante sera appliquée par appareil dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ Non mise à jour du carnet d'entretien (article 3.3.1 du C.C.P) ○ Non remise d'un compte rendu pour appareil à l'arrêt pendant plus de 6 heures (article 3.3.2 du C.C.P) ○ Non remise d'un compte rendu justifiant un délai de fourniture d'une pièce de rechange supérieur à 48 h (article 3.2.2. du C.C.P) ○ Non remise d'un compte rendu demandé par le client suite à panne répétitive (article 3.3.3 du C.C.P) ○ Non remise d'un compte rendu annuel (article 3.3.4 du C.C.P) ○ Non remise d'un devis dans le délai imparti (article 3.2.2.3 du C.C.P) ○ Non remise de la documentation technique de l'installation en fin de contrat (article 3.4 du C.C.P) 	100 euros HT

ARTICLE 8 MODALITES DE RESILIATION

En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles et après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans le délai imparti, le client pourra résilier le contrat sans indemnité, après avoir invité le prestataire à présenter des observations dans un délai de 15 jours. La résiliation sera prononcée, le cas échéant, avec exécution des prestations aux frais du prestataire défaillant.

En tout état de cause, le client pourra résilier le contrat, avec un préavis de 3 mois, et sans que la durée du contrat ne soit inférieure à un an, dans les conditions suivantes :

- a- Si le montant total des pénalités cumulées sur l'exercice en cours dépasse, et ce, pour la deuxième année consécutive, le plafond des pénalités indiqué en page de garde.
- b- En cas de transformation importante au titre de la NFP 82.212 à compter de 15.000 € TTC de travaux et sur décision du client. Dans ce dernier cas la résiliation sera effective sur les seuls appareils concernés par les travaux.

ARTICLE 9 RESPONSABILITES ET ASSURANCES

9.1. Responsabilités

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers
- à ses biens, aux biens appartenant au maître d'ouvrage ou à des tiers.

Le titulaire s'engage, de condition expresse et sous sa propre responsabilité, à ne mettre à la disposition des passagers que des installations et des appareils offrant toutes les garanties de fonctionnement et de sécurité.

En revanche, la responsabilité du prestataire ne pourra en aucun cas être recherchée pour les conséquences d'interventions de tierces personnes, physiques ou morales, effectuées sans son accord exprès.

9.2. Assurance

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers et au client à l'occasion de ses interventions.

Le prestataire devra remettre dans son offre, et produire à la date d'anniversaire du marché, ou à toute demande du maître d'ouvrage ou de ses représentants, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Le maître d'ouvrage pourra obtenir s'il le désire, l'intégralité du contrat d'assurance.

ARTICLE 10 – CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de force majeure, mettant le titulaire dans l'impossibilité d'effectuer ses services, la responsabilité de ce dernier dans l'inexécution des prestations dues au titre du présent marché est dérogée.

ARTICLE 11 – ARRET DES PRESTATIONS – RESILIATION DU MARCHE

Les dispositions applicables sont celles des articles 29 à 36 du CCAG – FCS, arrêté du 19 janvier 2009.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

En particulier, la résiliation pourra être prononcées en cas de faute du titulaire ou manquement dans les prestations à exécuter et en cas d'évènements extérieurs au marché comme le décès ou l'incapacité civile du titulaire, le redressement ou la liquidation de la société.

ARTICLE 12 – CONTESTATION – COMPETENCE DU TRIBUNAL

Les différends et les litiges seront réglés par le Tribunal compétent et seul, le droit commun français sera applicable.

Fait le _____ à _____

L'Entreprise,
(cachet et signature)

- ANNEXE -

Organes et points de contrôle audités lors de la vérification de la bonne exécution des prestations de maintenance préventive

<p style="text-align: center;">CUVETTE</p> <ul style="list-style-type: none"> › Etat de propreté de la cuvette › Amortisseurs cabine et contrepoids › Réserve contrepoids › Poulie tendeuse du limiteur de vitesse › Contact électrique de poulie tendeuse <p style="text-align: center;">CABINE</p> <ul style="list-style-type: none"> › Eclairage cabine › Test interphonie › Test télésurveillance › Organes de commande en cabine › Signalisation lumineuse › Sonnerie d'alarme › Dispositif de réouverture de porte › Indication charge maximale admissible et nombre de personnes › Présence du garde pied cabine › Dessous de cabine : attache pendentif – étrier – coulisseaux - chaînes de compensation... › Etat des poulies de mouflage › Eclairage de secours cabine <p style="text-align: center;">PORTE CABINE</p> <ul style="list-style-type: none"> › Réglage de la porte cabine › Conformité de la paroi lisse de service › Etat de l'opérateur de porte cabine › Condamnation électrique des portes cabine › Etat du verrouillage du bras d'opérateur › Réglage des galets et contre galets (portes automatiques) › Etats des seuils <p style="text-align: center;">GAINE</p> <ul style="list-style-type: none"> › Etat de propreté de la gaine › Eclairage de gaine › Lubrification guides cabine › Lubrification guides contrepoids › Etat des coulisseaux contrepoids › Dispositif de fin de course › Fins de course inspection <p style="text-align: center;">LIMITEUR DE VITESSE ET PARACHUTE</p> <ul style="list-style-type: none"> › Etat du limiteur de vitesse › Plaque signalétique du limiteur › Etat du câble limiteur 	<p style="text-align: center;">PORTES PALIERES</p> <ul style="list-style-type: none"> › Réglage des galets et contre galets (portes automatiques) › Etats des seuils › Réglages des fermes portes (portes battantes) › Organes de commandes aux paliers › Indicateurs de position, de direction › Signalisations lumineuses › Etat des serrures palières › Zone de déverrouillage manuel des portes palières › Dispositif de déverrouillage manuel des portes palières › Dispositif d'anti-déverrouillage des portes palières <p style="text-align: center;">TOIT DE CABINE</p> <ul style="list-style-type: none"> › Etat de propreté du toit de cabine › Fonctionnement de la manœuvre d'inspection › Interrupteur d'arrêt › Verrouillage mécanique et condamnation électrique de la trappe de secours › Présence d'échelle d'accès à la trappe <p style="text-align: center;">SYSTEME D'ENTRAINEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> › Etat du treuil › Etat de l'armoire de manœuvre – Risques électriques › Calibrage des fusibles › Jeu de butée › Etat du groupe moto réducteur › Etanchéité du carter › Jeu de denture › Etat des garnitures de frein › Réglage du frein › Etat de l'ensemble hydraulique : Centrale, Pompe, Vérin, Joints, Flexible... › Etat de la génératrice › Etat des câbles de traction › Etat des poulies de traction, de déflexion › Treuil à tambour <p style="text-align: center;">MACHINERIE ET LOCAL POULIES</p> <ul style="list-style-type: none"> › Etat de propreté du local machinerie › Tenue du carnet d'entretien › Affichage de l'étude sécurité du décret 95-826 › Présence des schémas électriques conformes à l'installation › Présence de la boîte rouge › Présence de la clef accès machinerie › Serrure de la porte ou/et de la trappe d'accès › Pancarte sur porte et trappe › Eclairage du local › Présence du dispositif de dépannage manuel › Instructions de dépannage › Tableau d'arrivée de courant › Circuit d'éclairage de la cabine et de la machinerie › Circuit d'alarme
---	--